



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 118 – 8 JUIN 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

ANGOLA : VISITE DU
PRESIDENT
ANGOLAIS, JOÃO
LOURENÇO, EN
FRANCE ; ACCORD
D'ETABLISSEMENT
DE PROPARCO ET
FINANCEMENTS DE
L'AFD

AFRIQUE DU SUD :
ADOPTION PAR LE
PARLEMENT DE LA LOI
SUR LE SALAIRE
MINIMUM

OUGANDA : VOTE PAR
LE PARLEMENT DE
NOUVELLES TAXES SUR
LES TRANSACTIONS
MOBILES ET LES
RESEAUX SOCIAUX

GABON : LE FIDA
DEVRAIT APPORTER 13
Mds FCFA POUR LE
DEVELOPPEMENT DE
L'AGRICULTURE AU
GABON

NIGER : SIGNATURE DE
PLUSIEURS ACCORDS DE
COOPERATION LORS DE
LA VISITE OFFICIELLE DU
PRESIDENT NIGERIE
EN FRANCE LE 4 JUIN
2018

COTE D'IVOIRE :
218 Mds FCFA
(330 M EUR)
D'INVESTISSEMENT
PREVUS POUR
L'EXPLOITATION DE LA
1ERE MINE DE BAUXITE

TANZANIE : OLEODUC
DE TAZAMA, PREMIERS
DIVIDENDES POUR LE
GOUVERNEMENT
TANZANIE DEPUIS 50
ANS

KENYA : VERS UNE
GESTION DE
L'AEROPORT DE
NAIROBI JKIA PAR
KENYA AIRWAYS

SEYCHELLES :
ACQUISITION D'UN
A320NEO PAR AIR
SEYCHELLES



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Congo-Brazzaville : le Congo et la RCA signent une convention pour renforcer le transit

Les ministres des Transports congolais et centrafricain ont signé, le 30 mai à Brazzaville, une convention visant à fluidifier et sécuriser le transport des marchandises entre les deux pays. Cet accord a notamment pour but de faciliter le transit de marchandises depuis le port de Pointe-Noire, jusqu'en Centrafrique, via le Chemin de fer Congo-Océan, les corridors routiers et le transport fluvial sur le Congo, grâce à des passages aux frontières plus rapides et une libre circulation garantie. Cette coopération renforcée s'inscrit dans le cadre de la politique d'intégration au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

✉ raphaël.montagner@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouverture à la concurrence du secteur bénino-togolais de l'électricité

Le Parlement béninois a adopté le projet de loi de ratification de l'accord international sur le Code bénino-togolais de l'électricité amendé. L'adoption de ce texte ouvre le secteur à la concurrence avec la possibilité d'établir des accords ou des conventions (concession ou autres) avec des investisseurs privés. La Communauté électrique du Bénin (CEB) perd ainsi son statut d'acheteur unique, même si l'accord précise qu'elle conserve néanmoins son monopole sur les importations, ses propres sources de production et le transport. Le parlement togolais avait ratifié le 2 septembre 2015 un texte similaire, resté caduc faute de concertation avec le Bénin.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : adoption par le Parlement de la loi sur le salaire minimum

Mardi 29 mai, les législateurs sud-africains ont approuvé la loi fixant un salaire minimum applicable en Afrique du Sud. La nouvelle loi, qui devrait entrer en vigueur après sa ratification par la Chambre haute du parlement et sa promulgation par le président Ramaphosa, devrait permettre à des millions de travailleurs sud-africains de gagner un salaire minimum de 3 500 rands (soit 278 USD) par mois.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : baisse de l'excédent commercial en avril à 1,1 Mds ZAR

En avril, la balance commerciale a affiché un excédent de 1,1 Mds ZAR soit un chiffre en forte baisse comparé au mois dernier (9,3 Mds ZAR) et aux prévisions des analystes (4,7 Mds ZAR). Le recul des exportations (-9,8 % en g.m.), qui s'explique en partie par la baisse des prix du charbon, a contribué négativement au solde commercial. En parallèle, les importations ont elles aussi diminué (-1,6 % en g.m). En 2018, les exportations devraient bénéficier de la reprise de l'économie mondiale et du renchérissement des produits de base, tandis que les importations seraient soutenues par l'évolution de la demande intérieure et l'appréciation du rand.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : hausse de l'inflation à 7,8 % en g.a en mai

En mai, le taux d'inflation s'est élevé à 7,8 % en g.a en Zambie après 7,4 % en avril dernier. L'inflation se situe désormais seulement 0,2 point en dessous de la limite haute de la cible établie par la Banque centrale zambienne. La remontée des prix est partiellement due à une dépréciation du kwacha face aux grandes devises internationales.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le FMI approuve un décaissement de 20 M USD (17 M EUR) après la 2^{ème} revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC)

Le conseil d'administration du FMI a approuvé la 2^{ème} revue du programme (FEC). Un décaissement de 14,1 M de DTS (17 MEUR) a ainsi été effectué pour le compte du Niger, ce qui porte le total décaissé au titre de l'accord à 42,3 M DTS (51 M EUR). Seul l'objectif relatif aux recettes budgétaires n'a pas été rempli. L'inflation, qui a accéléré en fin d'année 2017, devrait baisser rapidement et l'assainissement des finances publiques devrait ramener le déficit en deçà du seuil de l'UEMOA d'ici 2021. Le déficit du compte courant restera probablement élevé, mais il est totalement financé par l'aide extérieure.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Sénégal : mesures sociales en faveur des étudiants

Après 15 jours de grèves, le mouvement étudiant s'est arrêté le 30 mai, suite aux annonces faites par le gouvernement en matière d'augmentation des moyens alloués aux universités. Les mesures adoptées concernent la baisse du prix des repas et l'augmentation des dotations de transports pour une valeur totale de 8,16 Mds FCFA (12,4 M EUR).

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : maintien du taux directeur de la Banque centrale à 3,5 %**

Pour la troisième fois consécutive, les membres du comité de politique monétaire de la *Bank of Mauritius* (BoM) ont décidé de ne pas modifier le taux directeur fixé à 3,5 % depuis le 4 septembre dernier. Dans ses analyses, la BoM estime que l'inflation devrait être désormais contenue, après avoir récemment augmenté en raison des hausses des prix mondiaux des produits pétroliers et des denrées agricoles locales. Alors que le taux d'inflation a atteint 5 % en avril, ce taux devrait désormais graduellement reculer selon la BoM. Excluant tout choc majeur, l'inflation devrait s'élever à 4,2 % en 2018 et à 3,8 % en 2019. Parmi les autres indicateurs cités par la Banque centrale, les réserves de change à fin mai s'établissaient à 6,4 Mds USD, soit l'équivalent de 10,8 mois d'importations.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : hausse annuelle de 8 % des crédits octroyés au secteur privé**

A fin avril, le montant cumulé des crédits bancaires octroyés au secteur privé s'est élevé à 11 Mds USD, soit une hausse annuelle de 8 %. Le secteur de la construction, qui avait été placé sous la surveillance des autorités en raison d'un risque de bulle immobilière, totalise 2,9 Mds USD d'emprunts (26,4 % du total). Les opérateurs du secteur financier « *global business* » arrivent en seconde position avec une enveloppe d'emprunts bancaires cumulés de 1,6 Md USD, en contraction annuelle de 5 %. En revanche, le secteur financier continue de bénéficier des faveurs des banques avec un encours de crédits de 1,3 Md USD en hausse annuelle de 25,9 %. Le secteur du tourisme est le quatrième emprunteur (1,2 Md USD) suivi par le secteur manufacturier (657 M USD).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : *Standard & Poor's* entérine l'échec de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) pour 11 pays africains, dont l'Ouganda**

L'Ouganda fait partie des 11 pays pour lesquels l'initiative PPTe a échoué d'après l'agence de notation *S&P*. Cette opération d'allègement de la dette lancée en 1996 par la Banque mondiale et le FMI avait pour but de réduire durablement le niveau d'endettement des pays les moins avancés. Toutefois, *S&P* constate que le niveau du service de la dette est aujourd'hui proche du niveau qui était le sien avant cette initiative, en forte hausse depuis 2011. D'après la Banque centrale d'Ouganda, la dette a triplé sur les trois dernières années pour atteindre un niveau proche de 50 % du PIB, dont les deux tiers sont dus à des créanciers étrangers.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Mozambique : Maputo donne 3 mois aux créanciers pour accepter la restructuration des dettes

Le ministre des Finances, Adriano Maleiane, a déclaré la semaine dernière que le Mozambique ne rembourserait pas ses dettes en 2019 si les créanciers n'approuvaient pas les propositions du Gouvernement de restructuration d'ici le mois de septembre, c'est-à-dire avant la publication de la proposition de Loi budgétaire. Le gouvernement mozambicain propose une restructuration de 50 % de la dette, soit 318 M USD sur les 636 M USD qui auraient déjà dû être payé.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le budget 2018 de l'Etat du Cameroun revu à la hausse, de 4 513,5 Mds FCFA à 4 689,5 Mds FCFA

Le président de la République a signé le 4 juin 2018 une ordonnance modifiant et complétant la loi de finances 2018. Les charges de l'Etat passent de 4 513,5 Mds XAF à 4 689,5 Mds, ce qui représente une hausse de 176 Mds XAF. Elle se justifie notamment par l'allocation du ministère en charge de la décentralisation et du développement local nouvellement créé de même que celle du conseil constitutionnel. Les recettes de l'Etat dans l'ancienne loi de finances étaient de 3 175 Mds XAF. Elles sont actuellement de 3 324 Mds XAF, soit une augmentation de 149 Mds XAF. Les prévisions de recettes fiscales connaissent une hausse de 67 Mds XAF, passant de 2 645 Mds XAF à 2 712 Mds. Cela s'explique par les bonnes performances observées dans les précédents recouvrements. L'enveloppe allouée au paiement de la dette intérieure progresse pour sa part de 670 Mds à 713 Mds.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : création du Club des investisseurs sénégalais (CIS)

La première réunion du conseil d'administration du CIS était organisée le 4 juin dernier. L'objectif du club est de promouvoir l'investissement privé au Sénégal. Il rassemble des leaders de secteurs stratégiques, notamment Babacar Ngom, PDG de Sedima, leader de la filière avicole, et Youssou Ndour, chanteur sénégalais représentant les industries culturelles et médias.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : mise en conformité des règlements relatifs à la gestion des intrants agricoles dans l'espace CEDEAO/UEMOA

Le Bénin a adopté les décrets d'application transposant les directives UEMOA et CEDEAO relatives à la gestion des intrants agricoles. Ils portent notamment sur les modalités de gestion et de contrôle de qualité des engrais, l'homologation des pesticides, et la création d'un Catalogue béninois des espèces et variétés végétales, en complément de la mise en place d'un Comité national des semences végétales. Cette mise en conformité avec les règlements communautaires permettra de bénéficier des appuis techniques et financiers des institutions régionales et internationales.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : fin anticipée de l'état d'urgence**

Le parlement a adopté le 5 juin le projet de loi visant à arrêter l'état d'urgence deux mois avant la fin initialement prévue (août 2018). L'état d'urgence avait été décrété en février dernier à la suite de la démission de l'ancien Premier ministre, Hailemariam Desalegn. Le cabinet du Premier ministre a annoncé que cette sortie de l'état d'urgence est justifiée par un retour à l'ordre.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : nomination de Louis Christian Ntsay comme Premier ministre**

Le Premier Ministre, Solonandrasana Olivier Mahafaly, a remis au Président de la République, Hery Rajaonarimampianina, le lundi 4 juin sa lettre de démission et celle de son Gouvernement. Le futur gouvernement sera dirigé par Louis Christian Ntsay. Celui-ci était, jusqu'à sa nomination, représentant de l'Organisation internationale du Travail à Tananarive pour les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Louis Christian Ntsay a obtenu une licence en économie à l'Université d'Ankatso en 1984 puis de comptabilité à l'INSCAE. Il a par la suite poursuivi en France des études en communication au Conservatoire national des Arts et Métiers (Cnam) en 1986 et un diplôme en Gestion d'entreprise et Gestion financière au Cefeb en 1987.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : vote par le Parlement de nouvelles taxes sur les transactions mobiles et les réseaux sociaux**

Le Parlement a approuvé le projet de loi visant à taxer les échanges bancaires mobiles à hauteur de 1 % par transaction. Les utilisateurs de réseaux sociaux, parmi lesquels *WhatsApp*, *Facebook*, *Viber* et *Skype*, seront également sujets à une taxe journalière de 200 UGX (0,05 USD). Le gouvernement prévoit de percevoir 284 Mds UGX (75 M USD) grâce à ces mesures. Plusieurs observateurs, dont le FMI, craignent que ces mesures ne se révèlent *in fine* régressives. En particulier, 60 % des transactions mobiles concernent des montants inférieurs à 45 000 UGX (12 USD) ; ainsi, taxer ces échanges pourrait menacer l'inclusion financière des populations les plus pauvres. D'autres taxes ont été votées sur certains produits alimentaires comme l'huile et certaines boissons telles que la bière.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : durcissement probable de la législation sur les changes**

Un projet de loi soudanais, qui devrait être voté prochainement par le Parlement, vise à interdire la détention et le change de devises par des individus et institutions non autorisés, sous peine de 10 ans de prison maximum. Cette loi s'inscrit dans le cadre de la stratégie des autorités visant à maintenir le taux de change de la monnaie locale, alors que les réserves à la banque centrale semblent être actuellement d'un très faible niveau.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : validation du nouveau plan directeur (*Blue print*) sur le secteur privé**

Le gouvernement tanzanien vient d'approuver le *Blue print*, plan d'action qui devrait conduire à un amendement du cadre législatif et réglementaire concernant l'environnement des affaires en Tanzanie. Ce plan, préparé sur la base de consultations approfondies avec les représentants du secteur privé et de de la Banque mondiale, doit conduire à une série d'amendements sur, entre autre, la TVA, l'immigration, la sécurité sociale, l'amélioration de l'obtention des permis de construire, des procédures douanières et de la création d'entreprise. Dans le rapport 2018 de la Banque mondiale, la Tanzanie a reculé de 5 places par rapport à son rang dans le classement *Doing Business* 2017 et se classe au 137^{ème} rang sur 190 économies.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Angola : les investissements directs étrangers en Angola chutent de 70 % entre 2013 et 2017**

Selon les informations gouvernementales, les investissements directs étrangers en Angola ont chuté de 18,3 Mds USD en 2013 à 5,7 Mds USD en 2017. Le Président angolais a déclaré qu'il était urgent de créer des conditions afin de rendre leur crédibilité aux investissements en Angola. Il s'est notamment engagé à ce que les rapatriements des dividendes et les transferts de devises puissent revenir à la normal et a évoqué la nouvelle loi sur l'investissement privé afin de « libéraliser » les investissements dans le pays.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : visite du Président angolais, João Lourenço, en France ; accord d'établissement de Proparco et financements de l'AFD**

Lors de la visite officielle en France du Président angolais, João Lourenço, les 28 et 29 mai derniers, un addendum à l'accord d'établissement de l'AFD a été signé afin de permettre les activités de Proparco dans le pays, pour le financement du secteur privé et notamment des petites et moyennes entreprises. L'Agence française de Développement a, dans le même temps, signé un accord de financement dans le domaine agricole à hauteur de 100 M EUR ainsi qu'une subvention des études de projets.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : l'Agence française de Développement et son partenaire namibien, le Fond d'investissement pour l'environnement (EIFN), ont officiellement lancé le programme SUNREF jeudi dernier**

Ce programme de trois ans permettra de mobiliser trois banques privées namibiennes afin de financer le secteur privé sur divers secteurs durables comme l'agriculture durable, l'écotourisme ou encore les énergies renouvelables. Ainsi, Bank Windhoek, Nedbank et First National Bank vont chacune disposer de 15 M EUR pour financer des projets tandis que l'EIFN fournira une assistance technique aux trois banques.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : le FIDA devrait apporter 13 Mds FCFA pour le développement de l'agriculture au Gabon**

Si la première phase du Programme de développement de l'agriculture rurale (PDAR), financé par le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) est arrivée à son terme, les autorités gabonaises et le guichet de la Banque mondiale viennent de convenir de la mise en route d'une nouvelle phase. La phase II de ce projet PDAR démarrerait avec un financement de 13 Mds FCFA et permettrait de couvrir l'aménagement d'infrastructures agricoles dans les provinces de l'Ogooue-Ivindo et de la Ngounie, après une première expérience dans celle du Woleu-Ntem, au nord du Gabon.

✉ Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina : 40 Mds FCFA (61 M EUR) de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour des projets de développement**

La BOAD va débloquer près de 61 M EUR pour des projets hydrauliques et de développement local. Le 1^{er} projet porte sur l'aménagement du parc urbain Bangr Wéogo situé au cœur de Ouagadougou pour 10 Mds FCFA (15 M EUR). Le 2nd prêt de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) appuiera le Projet d'appui au développement du secteur de l'élevage (PADEL), avec la mise à disposition d'un kit de développement local intégré, de micro-crédits au profit de 15 000 micros et très petites entreprises (MTPE), et le renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales des micro-entreprises et des organisations professionnelles de producteurs.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 100 Mds FCFA (152 M EUR) pour l'entretien des routes**

Le gouvernement a approuvé le Programme spécial d'entretien routier et de bitumage (PER) 2018-2020 d'un montant de 100 Mds FCFA (152 M EUR). Ce programme prévoit d'ici à 2020, l'entretien courant de plus de 28 000 km de route et de pistes rurales, le bitumage de 374 km de routes, la construction d'un ouvrage d'art à Ramsa et l'étude pour la construction d'un 3^{ème} pont sur le barrage n°2 de Ouagadougou. La convention de financement a été signée entre le Fonds spécial routier (FSR-B) et un pool bancaire de six banques : Ecobank et Biciab (co-arrangeurs, contribuent chacune à hauteur de 20 Mds FCFA, soit 30 M EUR), BOA (20 Mds FCFA), BSIC (10 Mds FCFA, soit 15 M EUR), CBAO (10 Mds FCFA) et SGBF (20 Mds FCFA).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : signature de plusieurs accords de coopération lors de la visite officielle du Président nigérien en France le 4 juin 2018**

Le chef d'État nigérien Issoufou Mahamadou a signé plusieurs accords de coopération avec l'AFD lors de sa visite officielle en France, pour un montant total de 47,5 M EUR. De cette somme, 32 M EUR seront alloués à la construction d'une centrale électrique hybride (solaire et thermique) de 19 MW à Agadez (sous la forme d'un accord de prêt et d'une subvention de 16 M EUR chacun). Le montant restant sera réparti entre trois subventions en soutien à l'égalité des genres (10 M EUR), à la sécurité alimentaire des ménages (5 M EUR), et en appui à la Direction générale des douanes (0,5 M EUR).

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : l'Allemagne accorde un financement de 3,5 M EUR pour équiper le génie militaire d'Agadez**

L'Allemagne vient d'accorder au Niger une aide financière de 3,5 MEUR pour équiper le 2^{ème} Bataillon génie d'Agadez en matériels de travaux publics. Ce financement entre dans le cadre d'une promesse faite par la Chancelière allemande Angela Merkel, en visite au Niger le 10 octobre 2017, de débloquer 27 MEUR afin de soutenir le pays sur le plan militaire et contribuer au développement du nord du pays.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Tanzanie : plus de 300 M USD alloués au le projet de barrage des gorges de Stiegler**

Le projet de budget du ministère de l'Énergie affiche une hausse de plus de 40 % pour atteindre près de 745 M USD en 2018/19, une hausse motivée par la mise en chantier du projet hydroélectrique (2 100 MW) des gorges de Stiegler dans la réserve du Selous dont le montant est estimé à 300 M USD pour l'année 2018/19. Le ministre de l'Énergie prévoit que la part allouée au développement des projets atteigne 733 M USD soit 98,4 % du budget du ministère. 88 % du budget de développement sera financé par les recettes domestiques et 12 % devrait provenir de sources étrangères. Cette décision reflète la volonté du gouvernement d'afficher sa maîtrise du financement de son développement.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : 70 M USD accordés par la Banque mondiale sous forme de prêt pour le développement du numérique dans l'agriculture

La Banque mondiale a annoncé l'octroi d'un prêt de 70 M USD à la Côte d'Ivoire destiné à soutenir les agriculteurs locaux dans le recours aux services numériques. Ce projet « e-agriculture » doit bénéficier à plus de 6 millions petits exploitants (soit un quart de la population ivoirienne) et a pour objectif d'augmenter la productivité de ces petites exploitations et leur accès aux marchés.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : hausse de 25 % de la production de coton lors de la campagne 2017/2018

La production de coton graine en Côte d'Ivoire a atteint 412 646 tonnes (pour un rendement de 1261 kg/ha) à l'issue de la campagne 2017/2018, contre une production de 328 090 tonnes (pour un rendement de 955 kg/ha) lors de la campagne précédente de 2016/2017. Cette hausse de 26 % résulte du démarrage effectif du zonage agro industriel en décembre 2016, de la meilleure qualité des semences utilisées et des bonnes conditions climatiques. Un revenu brut de 108 Mds FCFA (164,6 M EUR, soit une hausse annuelle de 25 %) a ainsi pu être reversé aux producteurs. Un objectif de 442 800 tonnes a été fixé pour la production de la campagne 2018/2019.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le prix d'achat du coton maintenu à 265 FCFA/kg pour la campagne 2018/2019

Le gouvernement ivoirien a décidé de maintenir à 265 FCFA/kg (0,38 EUR) le prix d'achat du coton-graine de premier choix pour la campagne 2018/2019. Le porte-parole du gouvernement Bruno Koné a souligné que cette décision avait été prise « dans un contexte où la plupart des pays voisins ont plutôt procédé à une baisse ». Par ailleurs, la mise en place d'un fonds de lissage et de soutien du prix au producteur, afin d'atténuer les variations de revenus des acteurs de la filière, est en cours selon le gouvernement ivoirien.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : hausse de 8 % de la production pour la campagne coton 2017/2018

La campagne 2017/18 a permis une récolte de 117 000 tonnes de coton-graine, pour un objectif initial fixé à 130 000 tonnes. Elle n'enregistre ainsi qu'une progression de 8 % sur la campagne précédente, malgré une hausse de 20 FCFA (0,03 EUR) du prix payé au producteur par rapport à 2016. Ce bilan mitigé s'explique par des conditions météorologiques défavorables. Le paiement net perçu par les cotonculteurs a été de plus 17,5 Mds FCFA (26,7 M EUR). Pour la campagne en cours, le prix versé aux cotonculteurs a été fixé à 250 FCFA/kg, contre 260 FCFA/kg l'an dernier. Une production record de 140 000 tonnes est par ailleurs visée. Pour rappel, le coton représente 40 % des recettes d'exportations du Togo.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Eskom a levé 13,6 Mds ZAR auprès d'institutions locales sur les 72 budgétés pour l'année fiscale 2018/2019

8 autres Mds seront financés par l'émission d'obligations sur les marchés. En parallèle, l'entreprise continue son enquête interne sur les allégations de malversations dans l'attribution de contrats, dont les résultats devraient être connus d'ici septembre, et mène également un audit sur le train de vie des dirigeants de l'entreprise.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : les importations de bois sciés de l'UE chutent de 6 % au 1^{er} trimestre 2018

Selon une note de conjoncture publiée le 1^{er} juin 2018, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) révèle qu'au cours du premier trimestre 2018, les exportations de bois à destination de l'UE sont en baisse de 6 % par rapport à la même période courant l'année 2017. En effet l'UE a importé des pays tropicaux un volume de bois sciés estimé à 166 100 tonnes. Selon les analyses de l'OIBT, cette chute des importations européennes de bois sciés, au premier trimestre 2018, est principalement le fait de la poursuite de la baisse des importations en provenance du Cameroun, depuis la fin de l'année 2016. L'OIBT rappelle que les importations européennes depuis cette sous-région (au sein de laquelle le Congo, le Gabon, la RCA et le Cameroun sont les principaux exportateurs) avaient déjà reculé de 24 % au premier trimestre 2017, atteignant seulement 49 000 tonnes.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 218 Mds FCFA (330 M EUR) d'investissement prévus pour l'exploitation de la 1^{ère} mine de bauxite

Les opérations d'exploitation de la 1^{ère} mine de bauxite de la Côte d'Ivoire, située dans la région du Moronou, vont nécessiter plus de 218 Mds FCFA (330 M EUR) d'investissement sur une durée de 20 ans. L'intégralité de ce montant sera supportée par la société ivoirienne Lagune exploitation de Bougouanou, lors de 3 phases consécutives, dont la 1^{ère} s'étale sur la période 2018-2023. La phase croisière de production devrait permettre la création de 250 emplois permanents et 1000 emplois indirects.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : début de la production d'alumine à l'usine de Fria

La direction de Rusal et les salariés guinéens ont célébré le 31 mai dernier les débuts de la production d'alumine à l'usine de Fria. L'usine productrice d'alumine, destinée à être expédiée à Conakry, était fermée depuis 2012 suite à une grève persistante. Construite dans les années 1960 par l'entreprise française Pechiney, l'usine était alors la première usine d'alumine en Guinée.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le China Gezhouba Group décroche le contrat de réalisation des travaux de génie civil et équipements du barrage hydroélectrique de Kandadji**

Les travaux de génie civil, équipements hydromécaniques et installation électrique générale du barrage hydroélectrique de Kandadji vont être réalisés par le géant chinois *China Gezhouba Group Company Ltd* (CGGC). L'entreprise chinoise avait face à elle deux autres concurrents chinois et un marocain. La réalisation des travaux s'étalera sur une période de 58 mois. Pour rappel, le Premier ministre Brigi Rafini avait visité les locaux du groupe CGGC, en marge du 3^{ème} Forum sur la coopération sino-africaine organisé du 7 au 8 mai 2018 à Pékin.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Tanzanie : oléoduc de Tazama, premiers dividendes pour le gouvernement tanzanien depuis 50 ans**

L'oléoduc de Tazama, construit en 1968, génère pour la première fois des dividendes, environ 270 000 USD, alors que son activité a longtemps été caractérisée par une gestion jugée défailante. Cet oléoduc qui relie Ndola en Zambie à la raffinerie TIPER au port de Dar es Salaam, long de 1710 km, relève d'une société mixte appartenant aux gouvernements de Zambie, actionnaire à hauteur de 66,7 % et de la Tanzanie, à hauteur du tiers restant. En 2017 l'entreprise a enregistré plus de 4,7 M USD de bénéfices.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Tanzanie : hausse des redevances sur la production de tanzanite**

La ministre tanzanienne des Minéraux a déclaré qu'entre janvier et mars 2018, le gouvernement avait perçu 315 512 USD de redevance des mineurs artisanaux de tanzanite. Cette somme est supérieure à celle collectée au cours du premier semestre des trois dernières années -7 450 USD en 2015, 31 115 USD en 2016 et 63 540 USD en 2017-. Selon la ministre, la construction d'un mur autour des mines de tanzanite aiderait le pays à mieux en contrôler la vente et à lutter contre les exportations illégales. La zone de Merelani, près d'Arusha, recèle les seuls gisements de tanzanite découverts à ce jour au monde. Les réserves sont estimées entre 63 et 83 millions de carats.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

Services

▼ Afrique du Sud : Les essais cliniques sur le VIH/SIDA permettent une baisse de la mortalité

Durant les 25 dernières années la lutte contre l'épidémie du VIH/SIDA s'est accélérée et la recherche dans ce domaine a permis une réduction de la mortalité des personnes atteintes. La contribution de l'Afrique du Sud à ces avancements est significative. Les essais cliniques tenus dans le pays ont conduit à l'enregistrement de plus de 30 médicaments contre le VIH/SIDA, permettant une réduction de la mortalité de 95 % et une réduction significative de la transmission du virus. Actuellement, les recherches du *Clinical HIV Research Unit*, se concentrent sur le développement d'un vaccin contre le VIH, le traitement du VIH chez l'adulte et l'enfant, et l'amélioration de la prévention. Tous les essais cliniques conduits par le CHRU sont examinés par l'Autorité Sud-africaine de Régulation des Produits de Santé (SAHPRA) et par le Département de la Santé.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ Congo-Brazzaville : baisse des revenus dans le secteur de la téléphonie mobile

Le récent rapport de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (Arpce) souligne une baisse de 18 % de la valeur du marché de la téléphonie mobile, principalement imputable à la diminution du trafic international. En effet, les utilisateurs tendent à se passer des opérateurs traditionnels, au profit d'applications internet capables de transférer des flux vidéo et audio. La deuxième cause de cette perte de revenus est la guerre sur les forfaits que se livrent les opérateurs depuis quelques années, tirant la rentabilité des offres vers le bas. L'Arpce a en conséquence décidé d'imposer des prix planchers pour les opérateurs Airtel et MTN, durant une période d'observation allant du 1/06/2018 au 31/05/2019.

✉ raphaël.montagner@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina : le secteur bancaire burkinabé s'agrandit

Wendkuni Bank International (WBI), créée par l'homme d'affaires burkinabé Apollinaire Compaoré, est opérationnelle depuis le 31 mai 2018, dans la Zone d'activités commerciales et administratives (ZACA) de Ouagadougou. Dirigée par Adama Sanfo, le capital de la WBI s'élève à 12 Mds FCFA (18 M EUR), détenu à 52 % par le groupe Planor Afrique, holding fondée en mars 2004 par Apollinaire Compaoré. La Banque régionale des marchés (BRM) basée à Dakar, des sociétés comme l'Union des assurances du Burkina (UAB), la Société nationale d'assurances et de réassurances (SONAR) et des hommes d'affaires burkinabé se partagent le capital restant.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : premiers vols en hélicoptère réalisés par *Abyssinian Flight Services* (AFS)

La compagnie charter éthiopienne *Abyssinian Flight Services* réalise des vols charters en avion depuis 1999 : AFS possède déjà 17 avions, 10 dévolus à la formation de pilotes via la *Abyssinian Aviation Academy* et 7 autres affrétés pour les vols charters. En 2018, elle a fait l'acquisition d'un hélicoptère américain, le Bell 407, afin de développer l'activité charter. Le directeur général de la compagnie vise particulièrement le marché des prestations pour les groupes industriels (vols VIP, vols de supervision de sites de grande ampleur) et les demandes des professionnels du secteur du tourisme.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : vers une gestion de l'aéroport de Nairobi JKIA par Kenya Airways

Le président de *Kenya Airways* (KQ) a récemment annoncé que la compagnie aérienne pourrait bénéficier d'une délégation de service public octroyée par la *Kenya Airports Authority* (KAA) afin de gérer l'aéroport international Jomo Kenyatta de Nairobi. Cette décision est justifiée par la concurrence croissante d'autres compagnies, à l'instar d'*Ethiopian Airlines* et *Emirates*, fonctionnant selon un modèle de gestion unique de la compagnie aérienne nationale et des aéroports. Cette activité devrait permettre à KQ de générer des revenus supplémentaires, alors que la compagnie demeure déficitaire : sur les trois derniers trimestres 2017 –dernières données disponibles- elle accusait une perte de 4,8 Mds KES (47 M USD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : investissement de 100 M KES (1 M USD) pour l'ouverture de nouveaux restaurants par la chaîne Java House

La chaîne de cafés et restaurants *Java house* va investir 100 M KES (1 M USD) dans l'ouverture de deux restaurants, l'un à Nairobi et l'autre à Diani, station balnéaire au sud de Mombassa. *Java Group* est la plus grande chaîne de restaurants en Afrique de l'Est avec 60 restaurants majoritairement installés au Kenya mais aussi en Ouganda et au Rwanda. Ces ouvertures s'inscrivent dans le plan de développement de la société en Afrique de l'Est. Le Groupe *Java House* qui comprend également des magasins *Planet Yogurt* et *360 Degrees Artisan Pizza*, au capital évalué à 10,3 Mds KES (100 M USD), a été racheté l'année dernière par la société de capital-investissement *Abraaj* basée à Dubai.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : acquisition d'un A320neo par Air Seychelles

Le transporteur national Air Seychelles, va doter sa flotte d'un appareil de nouvelle génération, l'Airbus A320neo, avec une livraison attendue au cours du second semestre 2019. Cette commande s'inscrit dans la stratégie de rajeunissement de la flotte de la compagnie et d'optimisation de son réseau régional. Ce nouvel appareil permettra à Air Seychelles d'augmenter sa capacité sur ses routes de Johannesburg et de Mumbai, de réaliser d'importantes économies de carburant et de réduire ses coûts d'exploitation. Air Seychelles est la première compagnie aérienne à commander l'A320neo dans l'ouest de l'océan Indien. La compagnie entretient un partenariat stratégique avec *Etihad Airways*, la compagnie aérienne nationale des Emirats Arabes Unis actionnaire à hauteur de 40 %.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : ouverture de la procédure de demande de visa en ligne pour les ressortissants de tous les pays

La procédure de demande de visa en ligne (*e-Visa*) avait été lancée par l'*Ethiopian Immigration and Nationality Affairs Main Department* en 2017 pour les visiteurs de 37 pays seulement. Suite à son succès, elle vient d'être ouverte à tous les touristes sans restriction. Dans les semaines à venir, la procédure de demande en ligne de visa devrait aussi être étendue aux visas « conférence » et « business ». Une réflexion est parallèlement en cours pour dispenser de visa tous les voyageurs africains en Ethiopie, suivant en cela une recommandation de l'Union Africaine et l'exemple du Rwanda.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Gabon: organisation pour la première fois du salon Gabon Woodshow au Gabon

Le salon Gabon Woodshow se tiendra à Libreville du 20 au 22 Juin 2018. Ce salon est organisé par le partenaire du Forum de l'ATIBT (Association technique internationale des bois tropicaux), l'organisateur du Dubaï WoodShow, avec le soutien de la GSEZ, la Zone économique spéciale du Gabon, et la société Olam. A travers l'organisation de cette manifestation, le Gabon entend mieux vendre sa filière forêt bois, un secteur qui concentre plus de 50 % de la superficie forestière du pays réservée en tant que concessions pour la production commerciale de bois.

✉ Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le Forum Africa Banking prévu du 28 au 29 juin 2018 à Douala

Articulée cette année autour du thème : « Banques d'Afrique centrale, entre gouvernance, performance et transformation », la 10eme édition de l'Africa Banking Forum se tiendra les 28 et 29 juin 2018. La plateforme de réflexions et de débats autour du développement du système bancaire en Afrique francophone est organisée par i-conférences (leader mondial dans l'organisation des forums B2B en Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest) avec le concours de l'Apeecam (Association des professionnels des établissements de crédit du Cameroun).

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

